

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 12 mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 2 avril 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PARC D'ENERGIES RENOUVELABLES CATALAN**

Centre des Affaires Wilson Quai Ouest  
35 bld de Verdun  
34500 Béziers

Références : UID11/66-C3-2025-189  
Code AIOT : 0100031487

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 avril 2025 dans l'établissement de la société PARC D'ENERGIES RENOUVELABLES CATALAN implanté PARC EOLIEN DE PEZILLA LE PLAN D'EN CARBONNEIL 66370 PEZILLA-LA-RIVIERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARC D'ENERGIES RENOUVELABLES CATALAN
- PARC EOLIEN DE PEZILLA LE PLAN D'EN CARBONNEIL 66370 PEZILLA-LA-RIVIERE
- Code AIOT : 0006605433
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 35 aérogénérateurs d'une puissance totale de 96 MW) mis en service en 2015.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Suite de la visite de 2020,
- Respect de la réglementation, notamment l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 13 juillet 2012, du 24 juin 2015, du 9 juillet 2015 et du 29 juin 2018,
- Appareils à pression.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
15	Dossiers des équipements partie exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
16	Vérification des accessoires de sécurité avec ou sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Susceptible de suites	Sans objet
2	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Susceptible de suites	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Susceptible de suites	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
10	Equipements soumis au suivi en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	/	Sans objet
13	Contenu d'une inspection périodique sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16	/	Sans objet
14	Contenu du CMS cas général	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 11	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre des justificatifs pour certaines dispositions réglementaires relevant de la législation des installations classées, en particulier concernant le balisage des éoliennes et le risque incendie, ainsi que pour la réglementation des Appareils à pression.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a justifié que le suivi de 2019 était conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées de 2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient un registre comportant les opérations de maintenance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion déchet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 11/10/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
<b>Constats :</b>  Suite à la visite de 2023, l'exploitant avait informé le service de l'inspection des installations classées par courriel en date du 3 juillet 2024 de la mise en place de plusieurs containers pour les déchets. Lors du contrôle de 2025, il a été constaté que les containers étaient bien en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Balisage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-

6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle, l'exploitant n'a pas pu justifier de la conformité du balisage. Par ailleurs, il a été constaté que le balisage d'une éolienne n'était pas correctement synchronisé avec le reste du parc.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs de la conformité du balisage et de sa synchronisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, les éoliennes B12, C6, P9 et V4 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Panneautage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

<b>Constats :</b>
Les numéros affichés sur les éoliennes contrôlées correspondent à ceux déclarés sur OREOL et à ceux mentionnés par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 2015 complété.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>
L'intérieur des aérogénérateurs B12, C6, P9 et V4 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
<b>Constats :</b>
L'exploitant a donc fourni un rapport de contrôle de moins d'un an (9 juillet 2024) pour les extincteurs des éoliennes et du poste de livraison. Toutefois, ce rapport ne mentionne le contrôle que de 51 extincteurs. Or, la législation prévoit a minima 2 extincteurs par éoliennes, soit 70, plus ceux du poste de livraison ce qui fait plus de 51. Par ailleurs, pour les extincteurs des containers à déchet, leur contrôle remonte à 2023. Enfin, un des containers à déchet n'avait plus son extincteur.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de contrôle des extincteurs n'ayant pas été contrôlés en juillet 2024,</li> <li>- le justificatif du remplacement de l'extincteur manquant dans le container à déchet,</li> <li>- le rapport de contrôle des extincteurs des containers à déchet.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Débroussaillage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/06/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Débroussaillage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant débroussaille autour des installations sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que sur 10 mètres de part et d'autre des voies y donnant accès.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni un devis mentionnant les travaux de débroussaillage. Pour les éoliennes, ce devis mentionne bien le rayon de 50 m autour de 35 machines mais pas pour le poste de livraison qui est aussi réglementairement une installation. Par ailleurs, il n'y est pas fait mention des 10 m pour les voies d'accès. Enfin, l'exploitant a fourni un rapport photo transmis par le prestataire avant/après débroussaillage. Ce document ne permet pas de justifier du respect des contraintes de 50 et 10 m et ainsi ne permet pas de justifier de la conformité à la législation et de la bonne réalisation du débroussaillage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection le devis pour le débroussaillage de 2025 mentionnant toutes les contraintes réglementaires et un document de son prestataire permettant de justifier du respect de ces contraintes.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 10 : Equipements soumis au suivi en service

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Champ d'application
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 1 I. - Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement. Ils sont appelés " équipements " dans le cadre du présent arrêté.



<p>II. - Sont également soumis aux dispositions du présent arrêté, selon les modalités précisées dans les différents articles, les accessoires sous pression et les accessoires de sécurité définis aux 1° et 2° du III de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.</p> <p>III. - Les équipements sous pression et les ensembles définis à l'article R. 557-9-2 qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation de conformité et qui sont utilisés dans l'intérêt de l'expérimentation du code de l'environnement sont soumis aux dispositions de l'article 31.</p> <p>IV - Les équipements destinés au fonctionnement des véhicules mentionnés aux articles R. 321-6 à R. 321-19 du code de la route, construits selon le décret du 18 janvier 1943 et ses textes d'application, sont soumis aux dispositions particulières de l'annexe 1.</p> <p>V. - Le présent arrêté n'est pas applicable aux équipements standards cités au a de l'article R. 557-9-2 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté en nacelle de l'un des aérogénérateurs la présence d'un accumulateur hydropneumatique n° B575063, fabriqué en 2014 (récipient constitutif Roth de 2013) et présentant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- V = 57 L &gt; 1 L ;</li> <li>- Ps = 330 bar &gt; 4 bar ;</li> <li>- PSxV = 18810 bar.L &gt; 200 bar.L.</li> </ul> <p>Le parc comprend cent quarante tels équipements fonctionnant à des pressions les soumettant à suivi en service au titre de l'arrêté du 20 novembre 2017.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Accessoires de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 3</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...]</p> <p>V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.</p> <p>La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables.</p>

<p>Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger.</p> <p>Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les notices d'accumulateurs Parker/Olaer rappellent que les accumulateurs doivent être protégés des surpressions qui pourraient intervenir au-delà des limites admissibles par des accessoires de sécurité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit démontrer qu'il s'est assuré de l'adéquation de la soupape/limiteur de pression au droit de chacune de ses centrales hydrauliques, et donc de ses conditions d'utilisation de l'équipement (voir détails dans la fiche de constat suivante).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 12 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 6</p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a établi une liste de ses équipements sous pression qui ne précise pas leur type (récipient), leur régime de surveillance (régime général), ni la date de réalisation de la prochaine inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre la liste des ESP avec les informations manquantes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 13 : Contenu d'une inspection périodique sans PI

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 16

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection

**Prescription contrôlée :**

Article 16

I. - L'inspection périodique porte à la fois sur l'équipement, les accessoires sous pression qui lui sont raccordés, les accessoires de sécurité qui lui sont associés ainsi que les dispositifs de régulation ou de sécurité mentionnés aux II et III de l'article 3.

II. - L'inspection périodique comprend :

- une vérification extérieure ;
- une vérification intérieure dans le cas :
  - des générateurs de vapeur ;
  - des récipients sauf si la précédente vérification intérieure a eu lieu moins de deux ans auparavant et qu'il ne s'agit pas d'une inspection périodique associée à la requalification périodique. D'autres dispenses de vérification intérieure pour des équipements maintenus sous atmosphère de butane ou propane commercial ou d'autres gaz sont possibles dans le respect des dispositions de l'annexe 1 ou des décisions qui y sont référencées. [...]
- une vérification des accessoires de sécurité ;
- et des investigations complémentaires, autant que de besoin.
- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, l'inspection périodique inclut également la vérification :
  - de l'état et du fonctionnement des dispositifs de sécurité mentionnés au III de l'article 3 ;
  - de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté ;
- pour les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, l'inspection périodique inclut également la vérification :
  - de l'état et du fonctionnement des dispositifs de régulation mentionnés au II de l'article 3 ;
  - de l'organisation de la surveillance retenue et sa mise en œuvre ;
  - de l'habilitation par l'exploitant du personnel qui y est affecté.

Elle porte sur toutes les parties visibles après mise à nu et démontage de tous les éléments amovibles. Cependant, pour les équipements sous pression revêtus intérieurement et/ou extérieurement ou munis d'un garnissage intérieur, un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle, précise les modalités de réalisation d'une inspection périodique.

III. - L'inspection périodique est conduite en tenant compte :

- de la nature des dégradations susceptibles d'avoir une incidence sur la sécurité de l'exploitation de l'équipement ;
- si elle est exigible, des indications figurant dans la notice d'instructions prévue par les directives européennes applicables à la conception et la fabrication ;
- du contenu du dossier d'exploitation prévu à l'article 6 du présent arrêté.

**Constats :**

Pour mener les inspections périodiques de ses précédents accumulateurs, l'exploitant avait fait appel à la société SOCOTEC. (nota : en date du 24 juillet 2023, l'intervenant SOCOTEC ayant mené

ces contrôles réglementaires n'est pas connu de l'administration comme faisant partie des agents habilités par son organisme au titre d'organisme habilité - app. à pression. Ainsi, il est rappelé à l'exploitant qu'il ne peut s'affranchir d'une reconnaissance formelle d'un tel agent en tant que 'personne compétente').

En particulier, au vu des constats visuels opérés par l'inspection le 2 avril 2025 au niveau de la paroi extérieure du récipient ROTH constitutif de l'accumulateur n° B575063 (multiples rayures que les agents EDF de maintenance imputent rétrospectivement à l'encombrement dans la nacelle et les heurts que le récipient a eus à sa mise en place), de tels défauts surfaciques seront à commenter au stade de la vérification extérieure de son inspection périodique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Contenu du CMS cas général

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 11

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service

**Prescription contrôlée :**

Article 11

I. - [...] ce contrôle est réalisé par une personne compétente. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. Dans ce cas, le contrôle de mise en service est refait.

II. - Pour les équipements sous pression interconnectés, le contrôle de mise en service est réalisé autant que possible simultanément sur chacun des équipements soumis à ce contrôle.

III. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente constate le respect des dispositions prévues par les articles R. 557-9-1 à R. 557-9-10 du code de l'environnement et s'assure en particulier :

- de l'absence d'endommagement de l'équipement au cours de son transport ;
- de la présence et de la capacité à fonctionner des accessoires de sécurité prévus par le fabricant, ainsi que leur adéquation s'ils n'ont pas été évalués avec l'équipement par le fabricant ;
- les dispositions prises pour protéger le personnel des émissions dangereuses susceptibles d'être rejetées par les accessoires de sécurité ;
- de l'existence du dossier d'exploitation défini par l'article 6 ;
- du respect des dispositions de la notice d'instructions. [...]

IV. - Lorsque le contrôle est satisfaisant, l'organisme habilité, ou la personne compétente selon le cas, délivre à l'exploitant un document attestant la conformité du contrôle. L'attestation décrit le cas échéant le résultat de l'évaluation de l'adéquation des accessoires de sécurité à l'équipement prévu au III du présent article. La mise en service est conditionnée à la remise de cette attestation.

V. - L'exploitant transmet la date de l'attestation par l'intermédiaire du téléservice cité à l'article 9.

**Constats :**

Le 3 juin 2024, l'exploitant a fait procéder par VESTAS à la mise en service de nouveaux accumulateurs hydropneumatiques, notamment dans l'éolienne B12 - 204713. Cette société chargée de la maintenance (et de la conception des éoliennes) a remplacé à l'identique ceux qui équipaient cet aérogénérateur lors de la mise en service du parc éolien dix ans plus tôt.

Dans le PV de mise en service par VESTAS, il n'est pas fait mention de la protection des accumulateurs contre les limites admissibles de pression.

En outre, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier à l'exploitant que les agents de VESTAS satisfont à la définition d'une personne compétente.

Tel qu'il l'a été précisé à l'exploitant lors de l'inspection, en l'absence de la recevabilité, en tant que contrôle de mise en service conforme à l'article 11, du PV de mise en service par VESTAS, la première inspection périodique suivant la mise en service de chacun des accumulateurs est fixée au maximum à 3 ans à compter du 3 juin 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 15 : Dossiers des équipements partie exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Article 6

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. [...]

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements ;
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis.

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire.

**Constats :**

Pour chacun de ses équipements (accumulateurs), le dossier qu'en tient l'exploitant ne comprend pas les paramètres de réglage des accessoires de sécurité, ni n'en fournit d'identification précise. Il n'a pu qu'être oralement déclaré leur rattachement à la centrale hydraulique (selon le modèle d'éolienne considéré entre les V80 et les V90.3 - terminologie de VESTAS -, chaque centrale d'huile est raccordée à un nombre variable d'accumulateurs). Alors que les cent quarante accumulateurs équipant le parc éolien ont été fournis après épreuve au second trimestre 2024, il doit pouvoir en être présenté un registre respectif et, à date, y faire figurer a minima leur contrôle de mise en

service.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit se conformer aux alinéas I et II de l'article 6 de l'arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples. En particulier, l'inspection demande à l'exploitant d'établir un dossier d'exploitation pour chacun de ses accumulateurs, en y faisant mention de l'accessoire de sécurité et de ses paramètres de réglage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 16 : Vérification des accessoires de sécurité avec ou sans PI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suivi sans plan d'inspection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 22 La vérification des accessoires de sécurité comporte les opérations suivantes : a) La vérification, en accord avec les états descriptifs, le cas échéant mis à jour, ou la notice d'instructions des équipements, montrant que les accessoires de sécurité présents sont ceux d'origine ou assurent une protection au moins équivalente, et la vérification de la réalisation des contrôles prévus le cas échéant par la notice d'instructions ; b) La réalisation, en accord avec le processus industriel et les fluides mis en œuvre, d'un contrôle de l'état des éléments fonctionnels des accessoires de sécurité ou d'un essai de manœuvrabilité adapté montrant qu'ils sont aptes à assurer leur fonction avec un niveau de sécurité compatible avec les conditions d'exploitation prévues ; c) La vérification de l'absence d'obstacles susceptibles d'entraver le fonctionnement des accessoires de sécurité ; d) Pour les équipements sous pression dont le produit de la pression maximale admissible en bars par le volume en litres excède 3 000 bar <sup>1</sup> , le retarage des soupapes de sécurité ou leur remplacement par un accessoire de sécurité assurant la même protection ; e) L'examen visuel, ainsi que la vérification du fonctionnement et du réglage des dispositifs comprenant un organe de mesure ou de détection pilotant une fonction d'intervention ou de coupure et de verrouillage permettant de prévenir le dépassement d'une limite admissible, si l'un de ces dispositifs est présent. L'examen visuel permet de s'assurer que la dernière vérification de ces dispositifs effectuée lors de la dernière inspection périodique est satisfaisante ; f) Les soupapes des équipements dispensés de vérification intérieure ne font l'objet que d'un examen visuel extérieur sans dépose ni démontage ; g) L'examen des disques de rupture et des certificats les accompagnant.
<b>Constats :</b>  Par sondage, il a été présenté à l'inspection, l'attestation de requalification périodique n° 24-0162 dans un centre de regroupement d'accumulateurs seino-marin exploité par la société « MECA HP ». La délégation à épreuve de ces équipements porte la référence AQ 2023-0036. En tant que

vérification de l'accessoire de sécurité, il est spécifié : "Protection assurée par les limites de la pompe du groupe hydraulique".

En effet, l'accumulateur n° B575063 est raccordé à une centrale hydraulique. Sur la base de l'attestation de requalification ci-avant référencée, la centrale comporte une pompe type KP30 du fabricant Casappa, intégrant l'accessoire de sécurité « hydraulique » (circuit d'huile et non d'azote). En séance, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le certificat de tarage de ce limiteur de pression donc de prouver que le non-dépassement des limites admissibles est garanti par des accessoires de sécurité implantés sur les installations qui les alimentent, ou par les caractéristiques des procédés industriels mis en oeuvre à l'aide de ces équipements.

Au titre de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, l'organisme opérant l'inspection de requalification est certes dispensé de vérification intérieure de l'accumulateur. La dispense d'examen intérieur par l'absence de mode de dégradation interne (huile non réputée pour dégrader l'acier) ne présage par contre pas, au droit du groupe hydraulique intégrant un limiteur de pression, d'un éventuel dérèglement de la valeur de tarage de ce dernier. Ainsi, il revient à l'exploitant de lui avoir joint en préalable des justificatifs de retarage de l'accessoire de sécurité. Il y atteste qu'aucune des limites admissibles n'est dépassée dans les conditions d'utilisation prévues, sur la base d'éléments documentaires probants. Dans le cas d'un accessoire de sécurité neuf, la déclaration de conformité, la notice d'instructions et la justification de l'adéquation réalisée par l'exploitant

Enfin, l'exploitant doit s'être assuré de l'absence d'organe d'isolement entre l'accessoire de sécurité du groupe hydraulique et chacun des accumulateurs protégés par son accessoire constitutif.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant confirme qu'aucune des limites admissibles n'est dépassée dans les conditions d'utilisation prévues des accumulateurs et du groupe hydraulique. La démonstration doit être accompagnée d'éléments documentaires probants tel qu'une courbe débit /pression.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois